

Pour l'année prochaine, la situation du Canada m'apparaît toujours comme je l'ai décrite le 1^{er} juin, mais elle s'est compliquée par les perspectives d'une augmentation plus marquée des dépenses, des prix et des revenus aux États-Unis à moins que des relèvements d'impôts ne les enrayent. Au Canada, l'accroissement de la demande de biens de consommation sera plus fort d'une façon générale l'année prochaine et la demande de l'État en biens et services augmentera un peu moins que cette année. Il est difficile de prévoir à l'heure actuelle les immobilisations que les entreprises affecteront à la construction et à l'équipement. A cause du niveau relativement bas des profits cette année, les placements des entreprises commerciales augmenteront peut-être relativement peu l'année prochaine à moins que la situation qui régnera aux États-Unis et les opinions n'exercent alors une forte influence.

Nous avons déjà discuté longuement cette semaine des perspectives du logement. La demande d'habitations sera assurément forte et nous pouvons compter sur un accroissement de capitaux pour les financer.

Somme toute, monsieur l'Orateur, nous réussissons assez bien à passer du régime d'expansion accélérée de l'an dernier au rythme de croissance plus soutenable qui commence à se manifester. Cette période a été tout à fait remarquable. Bien des gens, dont certains vis-à-vis, avaient prédit que nous ferions bientôt face à une récession et nous avaient mis en garde. Mais il n'en fut rien. La situation a évolué comme le prévoyait l'exposé budgétaire, soit que, d'une période d'expansion très rapide, nous passerions à une période de rajustement des stocks, après quoi nous arriverions à un niveau de croissance plus soutenable. C'est ainsi que vont les choses, à mon sens.

La transition a très bien marché, sauf pour une chose, monsieur l'Orateur, et c'est que le taux d'augmentation des coûts et des prix est encore trop élevé. A mon avis, nous devons —et nous y arriverons—trouver moyen d'enrayer ce mouvement inflationniste même s'il faut, pour cela, passer par un certain ralentissement de l'économie pendant un an ou deux, alors que les hausses des prix et des coûts iront en décroissant. Nous préférons, bien entendu, éviter les sacrifices de production et de revenus que cela entraînera. Mais si nous ne pouvons exercer, collectivement et individuellement, la modération qui s'impose à l'égard des hausses de salaires et de prix dans la situation actuelle, il n'y aura pas moyen d'échapper, semble-t-il, à une période essentielle de ralentissement.

Il nous faut bien comprendre que les causes fondamentales de la hausse courante des prix

et des coûts n'ont pas toutes la même source. Je sais qu'il est très facile pour les honorables vis-à-vis de montrer le gouvernement du doigt et de dire: Vous en êtes la cause. Rien de plus naturel, sans doute. On songe toujours à blâmer le gouvernement dans une situation donnée. Dans la conjoncture actuelle une responsabilité incombe au gouvernement. J'espère que nous saurons l'assumer et tous mes collègues y sont bien décidés.

Mais même si nous nous acquittons pleinement de nos responsabilités, monsieur l'Orateur, il restera un problème qui exige l'entière collaboration des autres gouvernements et de l'ensemble de la population. Il faut mettre un frein aux dépenses du gouvernement. Toutefois, afin d'éclaircir un point qui m'inquiète toujours un peu quand il en est question dans certains commentaires de journaux, je tiens à dire que je ne prêche pas aux entreprises d'investir moins dans l'équipement de production et les nouveaux immeubles. Il est essentiel qu'elles continuent de croître et d'augmenter leurs investissements.

C'est à l'égard des prix et des coûts que je préconise ici un esprit de discipline. Voilà où il faut freiner. Notre objectif, c'est une expansion soutenue. Voici le problème auquel nous, les États-Unis et l'Europe doivent faire face: Comment concilier la prospérité et la stabilité? C'est un problème bien difficile; j'espère que nous en sommes tous conscients. J'espère aussi que notre débat sur ce sujet démontrera que nous comprenons ce problème, car c'est seulement si nous le comprenons que le public réagira de la seule façon qui nous permette de nous en occuper.

Le 1^{er} juin, j'avais évalué les recettes budgétaires, après les modifications d'impôt proposées, à 8,960 millions de dollars, et les dépenses budgétaires à 9,700 millions, pour l'année financière en cours. Vu la hausse des coûts et des revenus, je m'attends maintenant à ce que ces deux chiffres soient majorés d'environ 1½ p. 100, le déficit prévu demeurant à peu près le même. Après avoir examiné attentivement la situation, je suis maintenant convaincu que le déficit pour la présente année financière ne dépassera pas ce que j'avais prévu dans l'exposé budgétaire et que je juge encore convenable dans une économie en voie de transition passant d'une période d'expansion trop rapide à un rythme d'accroissement plus facilement soutenu.

En juin, j'avais prédit que nous aurions besoin au total, en liquide, pour l'année financière en cours de 1,590 millions. Comme d'habitude, cette prédiction excluait tout montant nécessaire pour financer une fluctuation des réserves en devises après le dépôt du budget. Il n'y a aucune raison de prévoir au cours de la présente année financière un accroissement